



**Amnesty International**

*DOCUMENT PUBLIC*

***ÉQUATEUR***  
***Impunité***

***Le long chemin vers la justice***

index AI : AMR 28/007/00

•  
*ÉFAI*  
•

# **ÉQUATEUR** **Impunité**

## ***Le long chemin vers la justice***

### **SOMMAIRE**

<b><i>L'affaire Aníbal Alonso Aguas Acosta</i></b>	<i>page 2</i>
<b><i>L'affaire Pedro Baque Tuarez et Carlos et Pedro Jaramillo</i></b>	<i>page 3</i>
<b><i>L'affaire Jaime Hurtado González, Pablo Vicente Tapia Farinango et Wellington Borja Nazareno</i></b>	<i>page 3</i>
<b><i>Conclusions et recommandations</i></b>	<i>page 4</i>
<b><i>Annexe 1</i></b>	<i>page 5</i>
<b><i>L'affaire Aníbal Alonso Aguas Acosta</i></b>	
<b><i>Annexe 2</i></b>	<i>page 7</i>
<b><i>L'affaire Pedro Geovanny Baque Tuarez et Carlos et Pedro Jaramillo</i></b>	
<b><i>Annexe 3</i></b>	<i>page 9</i>
<b><i>L'affaire Jaime Hurtado González, Pablo Vicente Tapia Farinango et Wellington Borja Nazareno</i></b>	

Amnesty International est préoccupée par le fait que plusieurs affaires de violations des droits humains en Équateur mettant en cause des membres des forces de sécurité n'ont toujours pas été élucidées. Il n'a été fait justice ni aux victimes ni à leur famille et aucune indemnisation ne leur a encore été versée.

La plupart de ces affaires sont toujours en instance devant les tribunaux de simple police, qui laissent impunis l'immense majorité des auteurs de violations des droits humains. Amnesty International estime que la principale cause de l'impunité est précisément la compétence accordée à ces tribunaux pour juger ces affaires.

L'Organisation considère que les tribunaux de police ne sont ni indépendants ni impartiaux et que les membres de la police ayant commis des violations des droits humains doivent être jugés par des tribunaux civils, conformément aux normes internationales formulées par les Nations unies. Déjà en 1990, le rapporteur spécial des Nations unies sur la torture avait conclu que les tribunaux spéciaux tels que les juridictions militaires ou de police n'avaient plus de sens « *dans tous les cas où des membres des forces de sécurité violent gravement les droits fondamentaux de civils. De tels actes portent atteinte à l'ordre public civil ; par conséquent ils doivent être jugés par des tribunaux civils*<sup>1</sup>. » De la même façon, la Commission des droits de l'homme des Nations unies, par référence au devoir des États de traduire en justice les membres de la police et de l'armée ayant commis des violations des droits humains, en vertu du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), a toujours réitéré que de telles affaires doivent être jugées par des tribunaux civils de droit commun. Or l'Équateur est partie au PIDCP.

Dans ce contexte, Amnesty International a écrit à deux reprises aux autorités équatoriennes, en janvier et en février 2000, pour exprimer ses préoccupations au sujet de deux affaires de violations des droits humains : celle d'Aníbal Alonso Aguas Acosta et celle de Pedro Geovanny Baque Tuarez et des frères Carlos et Pedro Jaramillo<sup>2</sup>.

### ***L'affaire Aníbal Alonso Aguas Acosta***

Aníbal Alonso Aguas Acosta est mort en garde à vue le 1<sup>er</sup> mars 1997 aux mains de la *Policía Nacional del Ecuador* (police nationale), dans la ville de Machala. Selon les informations obtenues par Amnesty International, Aníbal Aguas avait été arrêté par la police à la suite d'une discussion avec le propriétaire d'une épicerie de la ville. D'après les conclusions du Tribunal constitutionnel, rendues en septembre 1998, Aníbal Aguas avait été « *sauvagement battu et torturé* » après son interpellation et était déjà mort à l'arrivée au poste de police.

Deux policiers seraient actuellement détenus en relation avec leur participation à ce crime et leur procès serait en cours devant un tribunal de police. Amnesty International a été consternée d'apprendre que le Tribunal constitutionnel a statué en septembre 1998 que l'affaire relevait de la compétence d'une juridiction de

---

1. E/CN.4/1990/17, paragr. 271.

2. Voir en annexe 1 et 2 copie des lettres adressées par Amnesty International aux autorités équatoriennes – TG AMR 28/00.01 et TG AMR 28/00.03.

simple police. L'Organisation est aussi préoccupée par le fait que les responsables n'ont toujours pas été sanctionnés, trois ans après la mort sous la torture d'Aníbal Aguas, et que les proches de la victime n'ont pas été dûment indemnisés.

### ***L'affaire Pedro Baque Tuarez et Carlos et Pedro Jaramillo***

Selon les informations reçues par Amnesty International, Pedro Baque Tuarez et les frères Carlos et Pedro Jaramillo ont été interceptés le 11 février 1999 dans le secteur de Guabito, Portoviejo (province de Manabí) par une camionnette dans laquelle se trouvaient huit policiers. Après leur avoir donné l'ordre de s'arrêter, l'un des policiers a tiré sur Pedro Jaramillo, le tuant sur le coup, alors même que lui et ses compagnons avaient les mains en l'air. Selon ces informations, Carlos Jaramillo et Pedro Baque ont été menottés et emmenés les yeux bandés jusqu'à un terrain de la police situé au km 26 de la route de Jipijapa à Montecristo. Là, les policiers ont commencé à les rouer de coups, puis ils ont abattu Carlos Jaramillo. Ils ont également tiré sur Pedro Baque et l'ont laissé pour mort après qu'une balle lui ait perforé l'abdomen. Il a aussi été blessé au bras gauche, aux pommettes et à la mâchoire.

Cinq policiers seraient actuellement en détention provisoire sur l'ordre de la haute cour de Portoviejo. Cependant, là encore, le dossier a été transmis à un tribunal de police. Plus d'un an après les faits, Pedro Baque et la famille des frères Jaramillo attendent toujours que justice soit rendue et qu'une indemnisation en bonne et due forme leur soit accordée.

En février 2000, Amnesty International a écrit au président de la République, Gustavo Noboa Bejarano, au sujet de l'assassinat de Jaime Hurtado González, Pablo Vicente Tapia et Wellington Borja Nazareno<sup>3</sup>.

### ***L'affaire Jaime Hurtado González, Pablo Vicente Tapia Farinango et Wellington Borja Nazareno***

Selon les informations reçues par l'Organisation, Jaime Hurtado González et Pablo Vicente Tapia, deux parlementaires, ainsi que Wellington Borja Nazareno, qui les accompagnait, ont été abattus le 17 février 1999 non loin du Congrès national (Parlement), dans la capitale, Quito. L'auteur des coups de feu se serait enfui à bord d'un véhicule qui attendait non loin de là.

Trois suspects seraient détenus en relation avec ces assassinats. Une procédure pénale aurait été ouverte à l'encontre de plusieurs officiers et agents de la police nationale pour leur implication présumée dans cette affaire.

Le 18 novembre 1999, la Cour suprême de justice a finalement statué qu'un tribunal civil, la haute cour de Quito, devait être saisi de l'affaire. Cependant, plus d'un an après les faits, les responsables présumés n'ont toujours pas été jugés ni condamnés et les familles des victimes n'ont pas été dûment indemnisées.

---

3. Voir en annexe 3 copie de la lettre adressée par Amnesty International au président de la République – TG AMR 28/00/05.

## **Conclusions et recommandations**

Amnesty International considère que ces affaires montrent bien l'existence d'un cercle vicieux de l'impunité en Équateur. L'Organisation estime que des mesures doivent être prises sans délai pour traduire les responsables présumés de violations des droits humains devant des tribunaux de droit commun, sanctionner les personnes reconnues coupables de tels actes et obtenir que les victimes ou leur famille soient indemnisées en bonne et due forme. L'adoption de telles mesures permettrait aux autorités équatoriennes de proclamer que les violations des droits humains ne sauraient être tolérées dans leur pays.

Dans son rapport sur la situation des droits fondamentaux en Équateur<sup>4</sup>, la Commission interaméricaine des droits de l'homme recommandait déjà en 1997 que l'État équatorien prenne des mesures pour garantir qu'une « *enquête exhaustive soit ouverte rapidement sur toutes les accusations [...] et que les personnes impliquées soient déférées dans un délai raisonnable devant les mécanismes judiciaires appropriés pour être jugées et sanctionnées* » [traduction non officielle].

Amnesty International exhorte le gouvernement équatorien à veiller à ce que toute personne ayant commis des violations des droits humains soit traduite en justice de manière à briser le cercle vicieux de l'impunité qui prévaut en Équateur. L'Organisation demande aussi aux autorités d'adresser un message clair à la société équatorienne afin de montrer de manière irréfutable que les violations des droits humains ne seraient pas tolérées en Équateur.

---

4. Document OEA, OEA/Ser.L/V/11.96.

## **Annexe 1**

### **L'affaire Aníbal Alonso Aguas Acosta**

Réf. n° : AMR TG 28/00.01

*Vladimiro Álvarez Grau*

*Ministro Secretario de Estado de Gobierno, Policía, Cultos y Municipalidades*

*Ministerio de Gobierno y Policía*

*Benalcázar y Espejo*

*Quito*

*Équateur*

13 janvier 2000

Monsieur le Ministre,

Comme vous le savez, Amnesty International est un mouvement mondial qui s'efforce de promouvoir le respect de tous les droits humains énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. L'Organisation intervient ainsi contre certaines des violations les plus graves des droits civils et politiques commises par les gouvernements.

À cet égard, l'objet de ma lettre est de vous faire part des préoccupations d'Amnesty International au sujet de la mort sous la torture d'Aníbal Alonso Aguas Acosta. L'Organisation constate avec inquiétude que près de trois ans après sa mort, les responsables n'ont toujours pas été condamnés, et que sa famille n'a pas été dûment indemnisée. Aníbal Aguas est mort en garde à vue le 1<sup>er</sup> mars 1997 aux mains de la police nationale, dans la ville de Machala. Selon les informations reçues par l'Organisation, Aníbal Aguas avait été arrêté par la police suite à une discussion avec le propriétaire d'une épicerie de la ville. D'après les conclusions du Tribunal constitutionnel, rendues en septembre 1998, Aníbal Aguas a été « *sauvagement battu et torturé* » après son interpellation et était déjà mort à l'arrivée au poste de police.

Selon les informations reçues, deux policiers sont actuellement détenus et leur procès est en cours devant un tribunal de police. Amnesty International a été consternée d'apprendre qu'en septembre 1998, le Tribunal constitutionnel a décidé que l'affaire relevait de la compétence d'une juridiction de police. L'Organisation déplore qu'en Équateur les agents ayant commis des violations des droits humains soient jugés par des tribunaux de police ; il est de notoriété publique que l'immense majorité des responsables de violations des droits humains traduits devant des juridictions de police restent impunis. Le fait que ces affaires relèvent de la compétence des tribunaux de police est une des causes fondamentales de l'impunité.

L'Organisation considère que les membres des forces de sécurité ayant commis des violations des droits humains doivent être jugés par des tribunaux civils, conformément aux normes internationales. Déjà en 1990, le rapporteur spécial des Nations unies sur la torture avait conclu que les juridictions militaires ou de police n'avaient plus de sens « *dans tous les cas où des membres des forces de sécurité violent gravement les droits fondamentaux de civils. De tels actes portent atteinte à l'ordre public civil ; par conséquent ils doivent être jugés par*

*des tribunaux civils*<sup>5</sup>. » De la même façon, la Commission des droits de l'homme des Nations unies, par référence au devoir des États de traduire en justice les membres de la police et de l'armée ayant commis des violations des droits humains, en vertu du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), a toujours réitéré que de telles affaires doivent être jugées par des tribunaux civils de droit commun. Or l'Équateur est partie au PIDCP.

L'Organisation est préoccupée par le fait que près de trois ans après la mort sous la torture d'Aníbal Aguas, ses tortionnaires n'ont toujours pas été sanctionnés. Cette affaire montre qu'il existe toujours en Équateur un cercle vicieux de l'impunité. En traduisant les responsables présumés en justice, en punissant les personnes reconnues coupables et en accordant une indemnisation en bonne et due forme à la famille d'Aníbal Aguas, votre gouvernement proclamerait haut et fort que la pratique de la torture ne saurait être tolérée en Équateur.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

**Javier Zúñiga Mejía Borja**  
**Directeur du programme régional (Amériques)**

---

5. E/CN.4/1990/17, paragr. 271.

## **Annexe 2**

### **L'affaire Pedro Geovanny Baque Tuarez et Carlos et Pedro Jaramillo**

Réf. n° : AMR TG 28/00.03

*Monsieur Gustavo Noboa Bejarano  
Presidente de la República del Ecuador  
Palacio de Carondelet  
García Moreno 1043  
Quito  
ÉQUATEUR*

10 février 2000

Monsieur le Président de la République,

Comme vous le savez, Amnesty International est un mouvement mondial qui s'efforce de promouvoir le respect de tous les droits humains énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. L'Organisation intervient ainsi contre certaines des violations les plus graves des droits civils et politiques commises par les gouvernements.

À cet égard, l'objet de la présente est de vous faire part des préoccupations d'Amnesty International au sujet de la violation des droits fondamentaux de Pedro Geovanny Baque Tuarez et de Carlos et Pedro Jaramillo par des personnes qui seraient membres de la police nationale. Amnesty International constate avec inquiétude que près d'un an après les faits, les responsables n'ont toujours pas été traduits en justice et que ni Pedro Baque ni la famille des frères Jaramillo n'ont été dûment indemnisés. Selon les informations reçues par l'Organisation, Pedro Baque Tuarez et les frères Carlos et Pedro Jaramillo ont été interceptés le 11 février 1999 dans le secteur de Guabito, Portoviejo (province de Manabi), par une camionnette dans laquelle se trouvaient huit policiers,. Après leur avoir ordonné de s'arrêter, l'un des policiers a tiré sur Pedro Jaramillo, le tuant sur le coup, alors même que lui et ses compagnons avaient les mains en l'air. Selon ces informations, Carlos Jaramillo et Pedro Baque ont été menottés et emmenés les yeux bandés sur un terrain de la police situé au km 26 de la route de Jipijapa à Montecristo. Là, les policiers ont commencé à les rouer de coups, puis ont abattu Carlos Jaramillo. Ils ont également tiré sur Pedro Baque et l'ont laissé pour mort après qu'une balle lui ait perforé l'abdomen. Il a aussi été blessé au bras gauche, aux pommettes et à la mâchoire.

Cinq policiers seraient actuellement en détention provisoire sur l'ordre de la haute cour de Portoviejo. Amnesty International a été consternée d'apprendre qu'en janvier 2000, le juge a statué que cette affaire ne relevait pas de la compétence des tribunaux ordinaires et ordonné le transfert du dossier à un tribunal de police. L'Organisation déplore qu'en Équateur les membres de la police ayant commis des violations des droits humains soient jugés par des tribunaux de police ; il est de notoriété publique que l'immense majorité des responsables présumés de violations des droits humains traduits devant des juridictions de police restent impunis. Le fait que ces affaires relèvent de la compétence des tribunaux de la police est une des causes fondamentales de l'impunité.



L'Organisation considère que les membres des forces de sécurité ayant commis des violations des droits humains doivent être jugés par des tribunaux civils, conformément aux normes internationales. Déjà en 1990, le rapporteur spécial des Nations unies sur la torture avait conclu que les juridictions militaires ou de police n'avaient « *plus de sens dans tous les cas où des membres des forces de sécurité violent gravement les droits fondamentaux de civils. De tels actes portent atteinte à l'ordre public civil ; par conséquent ils doivent être jugés par des tribunaux civils*<sup>6</sup>. » De la même façon, la Commission des droits de l'homme des Nations unies, par référence au devoir des États de traduire en justice les membres de la police et de l'armée ayant commis des violations des droits humains, en vertu du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), a toujours réitéré que de telles affaires doivent être jugées par des tribunaux civils de droit commun. Or l'Équateur est partie au PIDCP.

Amnesty International a écrit le 13 janvier dernier à Vladimiro Álvarez Grau, ministre de l'Intérieur, de la Police, de la Justice, du Culte et des Pouvoirs locaux, en lui faisant part de ses préoccupations au sujet des informations faisant état de la mort sous la torture d'Aníbal Alonso Aguas Acosta et de la décision du Tribunal constitutionnel de transmettre l'affaire à une juridiction de police. Vous trouverez ci-joint copie de cette lettre.

Nous tenons à souligner de nouveau, comme nous l'avons fait dans la lettre au ministre de l'Intérieur et de la Police, que des affaires comme celles d'Aníbal Alonso Aguas ou de Pedro Baque et des frères Jaramillo montrent que le cercle vicieux de l'impunité est toujours en place en Équateur. En traduisant les responsables présumés en justice, en sanctionnant les personnes reconnues coupables et en accordant une indemnisation en bonne et due forme à Pedro Baque et à la famille d'Aníbal Alonso Aguas et de Carlos et Pedro Jaramillo, votre gouvernement proclamerait haut et fort que la pratique de la torture et des exécutions extrajudiciaires ne saurait être tolérée en Équateur.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me tenir informé de toute mesure prise en ce sens par votre gouvernement.

Daignez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.

**Javier Zúñiga Mejía Borja**  
Directeur du programme régional (Amériques)

---

6. E/CN.4/1990/17, paragr. 271.

### **Annexe 3**

#### **L'affaire Jaime Hurtado González, Pablo Vicente Tapia Farinango et Wellington Borja Nazareno**

Réf. n° : AMR TG 28/00.05

*Monsieur Gustavo Noboa Bejarano  
Presidente de la República del Ecuador  
Palacio de Carondelet  
García Moreno 1043  
Quito  
ÉQUATEUR*

23 février 2000

Monsieur le Président de la République,

Comme vous le savez, Amnesty International a écrit le 13 janvier 2000 à Vladimiro Álvarez Grau, alors ministre de l'Intérieur, de la Police, de la Justice, du Culte et des Pouvoirs locaux, en l'informant de ses préoccupations au sujet des informations faisant état de la mort sous la torture d'Aníbal Alonso Aguas Acosta et de la décision du Tribunal constitutionnel de renvoyer l'affaire devant une juridiction de police. Le fait que l'immense majorité des responsables de violations des droits humains en Équateur traduits devant les tribunaux de police restent impunis est une des causes fondamentales de l'impunité. Nous vous avons aussi écrit le 10 février 2000 pour vous faire part de nos préoccupations au sujet de l'affaire précitée et des violations des droits fondamentaux de Pedro Geovanny Baque Tuarez et de Carlos et Pedro Jaramillo, en nous inquiétant plus particulièrement du fait que près d'un an après le meurtre des frères Jaramillo et de la tentative d'assassinat de Pedro Baque, les responsables présumés n'ont toujours pas été jugés ; de surcroît, ni Pedro Baque ni la famille des frères Jaramillo n'ont été dûment indemnisés.

Force nous est de constater que le cercle de l'impunité se perpétue en Équateur, et c'est pourquoi nous vous écrivons de nouveau aujourd'hui pour vous exposer nos vives inquiétudes à ce sujet. Cette fois-ci, nous voulons attirer votre attention sur l'assassinat de Jaime Hurtado González, Pablo Vicente Tapia Farinango et Wellington Borja Nazareno. Selon les informations reçues par l'Organisation, Jaime Hurtado González et Pablo Vicente Tapia, deux parlementaires, ainsi que Wellington Borja Nazareno, qui les accompagnait, ont été abattus le 17 février 1999 non loin du Congrès national (Parlement), dans la capitale, Quito. Leur assassin se serait enfui à bord d'un véhicule qui attendait non loin de là.

Selon des informations reçues par Amnesty International, trois suspects seraient détenus en relation avec ces assassinats. Une procédure pénale aurait aussi été ouverte à l'encontre de plusieurs officiers et agents de la police nationale pour leur implication présumée dans cette affaire. L'Organisation a cependant été consternée d'apprendre que plus d'un an après la mort de Jaime Hurtado, Pablo Vicente Tapia et Wellington Borja, les responsables présumés n'ont toujours pas été jugés et condamnés.

Tout en se félicitant du fait que le Dr Jamil Mahuad Witt, ancien président de la République, a mis en place une commission d'enquête pour élucider les circonstances de la mort des trois hommes, Amnesty International est consternée par le peu d'empressement apparent des autorités équatoriennes à aider cette commission à mener ses investigations et à retrouver les coupables.

Nous tenons à vous répéter, comme dans notre lettre du 10 février 2000, que punir les responsables et verser une indemnisation appropriée aux victimes de violations des droits humains ou à leur famille montrerait que la pratique de la torture et des exécutions extrajudiciaires ne saurait être tolérée par les autorités équatoriennes. La Commission interaméricaine des droits de l'homme recommandait en 1997, dans son rapport sur la situation des droits fondamentaux en Équateur (document OEA, OEA/Ser.L/V/11.96), que l'État équatorien prenne des mesures pour garantir qu'une « *enquête exhaustive soit ouverte rapidement sur toutes les accusations [...] et que les personnes impliquées soient déférées dans un délai raisonnable devant les mécanismes judiciaires appropriés pour être jugées et sanctionnées* » (traduction non officielle).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me tenir informé de toute mesure prise en ce sens par votre gouvernement.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.

**Javier Zúñiga Mejía Borja**  
**Directeur du programme régional (Amériques)**

---

*La version originale en langue anglaise de ce document a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni, sous le titre Ecuador : Impunity the Long Road to Justice. Seule la version anglaise fait foi.*

*La version française a été traduite et diffusée aux sections francophones et au Secrétariat international par LES ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL – ÉFAI – mai 2000.*

*Vous pouvez également consulter le site ÉFAI sur internet : <http://efai.i-france.com>*

*Pour toute information complémentaire veuillez vous adresser à :*